L’avenir de Miklós Hagyó

Le sort de l’ancien maire adjoint de Budapest,

Miklós Hagyó, accusé de malversations, est désormais entre les mains de la justice.

Depuis de longs mois on ne cesse de parler des affaires de corruption au sein de la société publique des transport de Budapest (BKV): mises en examen, gardes à vue, assignations à résidence, démissions se succèdent. L’un des protagonistes incontestables de ce scandale de corruption n'est autre que Miklós Hagyó, l’ancien maire adjoint de Budapest et ancien député du parti socialiste hongrois (MSZP). Il vient d'être mis en détention avec son ancienne porte-parole, Éva Horváth, et un expert en communication, Ottó Lelovics, le 14 mai dernier, le jour même de la session inaugurale du nouveau Parlement. Hagyó est suspecté d’avoir joué un rôle crucial dans l’affaire des indemnités et des contrats de services fictifs ou superflus au sein du BKV. Il aurait en outre reçu environ 70 millions de HUF au titre de “dividendes”, judicieusement cachés dans des boîtes de téléphones portables Nokia.

Miklós Hagyó aurait notamment contraint les dirigeants du BKV de signer un contrat avec une société de consultation pour la réalisation d'une étude en relation avec la construction de la ligne 4 du métro de Budapest. Or cette étude, facturée 50 millions de HUF, aurait dû être payée par la mairie puisqu'elle en était à l'origine. Par ailleurs, Hagyó aurait également signé un contrat portant sur la réalisation d'une enquête de satisfaction auprès des usagers du train interurbain (HÉV). Enquête facturée 40 millions de HUF mais qui n'a en réalité donné lieu à aucune analyse des réponses des usagers. Outre Hagyó, Éva Horváth et Ottó Lelovics sont également suspectés d’avoir conclu des contrats fictifs coûtant au BKV plusieurs dizaines de millions de HUF. Il s’agirait essentiellement de brochures publicitaires et de films promotionnels qui n’ont en réalité jamais été réalisés. La liste des irrégularités dont

Hagyó serait responsable est longue, cumulant indemnités de départ aux montants colossaux et contrats abusifs. A cela s'ajoute les suspicions concernant son entourage. Son ancienne porte-parole, Éva Horváth, est ainsi soupçonnée d'avoir bénéficié d'un emploi fictif. Elle a reçu quelque 24 millions de HUF en salaires, primes et commissions de la part du BKV entre 2008 et 2009 sans avoir accompli le moindre travail.

Attila Antal, PDG de BKV entre 2007 et 2008, et Zsolt Balogh, vice-directeur général de BKV, également connus pour être de proches confidents de Miklós Hagyó, avaient déjà été interrogés par la police en février dernier ainsi que d'autres anciens cadres de l'entreprise. Antal, soupçonné de détournements de fonds, est ainsi assigné à résidence depuis février 2010. Pour couronner le tout, les cabinets d'avocats proches de Hagyó auraient eux aussi bénéficié de contrat très avantageux de la part de la Mairie de Budapest, pour un montant total de quelques 200 millions de HUF, au cours de ces dernières années.

Maire adjoint de la capitale depuis 2006, Hagyó a quitté son poste à contre cœur en novembre dernier. Il a également démissionné de son siège au conseil municipal sous la pression de la direction du parti socialiste. Il a toutefois continué de siéger au Parlement jusqu'au 14 mai, date à laquelle son immunité parlementaire a pris fin.

S'agissant d'une affaire dans laquelle de nombreux hommes politiques, tant au sein de la mairie de Budapest que de l'une des plus grandes sociétés publiques, sont mêlés, il est très probable que de très longs procès sont à prévoir au cours des prochaines semaines. Même si l'on peut s'attendre à ce que des verdicts exemplaires soient prononcés, en particulier à l'encontre de Miklós Hagyó et de certains de ses collaborateurs, il se pourrait qu'un nombre consi-dérable d’autres coupables passent entre les mailles du filet judiciaire.

Bálint Seres

- 1 vue

Catégorie
Agenda Culturel